

DOSSIER

Acte 2: la Filière Café Cacao

Conjoncture de la Filière Café Cacao

Economie cacaoyère durable :
une approche globale et participative



Contributions

le STCP-RCI teste une innovation technologique :
le séchoir solaire

La pourriture brune des cabosses de cacao :
une menace de la production et de la qualité du cacao

Au Commencement du FIRCA était...la Filière Café Cacao



Il y a, dans la vie, des moments particuliers qu'un éditorial ne saurait résumer...

Le 28 octobre 2003, lors des assises de l'Assemblée Générale constitutive du FIRCA, les producteurs de café cacao, à travers l'ANAPROCI et le FDPCC, ont posé un acte historique : ils ont décidé de la mise à disposition de l'institution naissante d'un fonds d'établissement de 1 milliard de FCFA sous forme de subvention non remboursable.

Je garde en mémoire les mots qui ont accompagné ce geste : « la Filière Café Cacao est fière de mettre à la disposition du FIRCA un fonds d'établissement pour le démarrage de ses activités, parce qu'elle croit à ce nouvel instrument professionnel de développement »

Cet apport financier a contribué à mettre en place les équipements et les ressources humaines du FIRCA, indispensables au démarrage des activités.

Jusqu'en juin 2007, les ressources émanant de la Filière Café Cacao se concentraient sur le fonctionnement de l'institution. Depuis juillet 2007, le Comité d'Examen et de Suivi des Projets et Programmes de la Filière Café Cacao (CESPP-CC) a mis à la disposition du FIRCA les ressources pour le financement de cinq projets dans le domaine de la vulgarisation et de la recherche agricoles.

Je tiens à remercier sincèrement les producteurs de café cacao, les responsables de leurs instances professionnelles (ANAPROCI, FDPCC) et les membres du CESPP-CC pour avoir cru en cet instrument professionnel au cœur du développement agricole de notre pays et pour avoir accepté de contribuer à son fonctionnement et au financement des projets issus du programme de développement de la filière.

Un adage populaire dit : « **beaucoup remercier signifie secrètement demander davantage.** »

En effet, le FIRCA attend encore beaucoup de la Filière Café Cacao, entre autres :

- Le financement de nouveaux projets dans le cadre du plan d'appui à la filière

- La participation de la filière à la Caisse de Solidarité.

En tout état de cause, j'ai foi que 2008 sera une année de collaboration encore plus fructueuse entre le FIRCA et la Filière Café Cacao.

Ce numéro de « La Filière du Progrès » est le premier de l'année 2008. Le présent éditorial me donne l'occasion de présenter à tous les professionnels agricoles et à tous les acteurs du développement rural mes meilleurs vœux de santé, de prospérité et de réussite dans leurs entreprises.

Que cette année nouvelle apporte la paix à notre pays, mais particulièrement à son secteur agricole, base de son développement économique.

Pour l'année 2008, le FIRCA, par ma voix, s'engage à continuer à offrir aux filières agricoles un service à la hauteur de leurs ambitions. Le défi de la mobilisation des cotisations professionnelles est lancé à chacun des acteurs pour assurer la mise en œuvre des projets planifiés et validés conjointement au cours des différents ateliers organisés à cet effet.

Nous continuerons de rester ouverts à la demande sociale des acteurs des filières selon la belle expression de Marius Thomas : **« C'est l'écoute des populations qui doit commander la politique de développement. »**

Bonne et heureuse année 2008.

Dr. Pierre Achal ANGUINHAU

Sommaire

A la Une

- 6** Conjoncture de la Filière Café-Cacao
- 8** Economie cacaoyère durable : une approche globale et participative

Contributions

- 11** Le STCP-RCI teste une innovation technologique : le séchoir solaire ou séchage du cacao sur une plate-forme surélevée et couverte
- 12** La pourriture brune des cabosses : une menace de la production et de la qualité du cacao marchand
- 14** Processus de certification de la production de cacao en Côte d'Ivoire

Echo des filières

- 15** Atelier national d'information et de formation des leaders paysans sur le processus d'intégration régional, les politiques agricoles et les négociations commerciales (OMC, APE)

Activités du FIRCA

- 16** Un protocole d'accord signé entre le FIRCA et le STCP
- 17** Lutte contre le VIH / SIDA : la Direction Exécutive du FIRCA sensibilise son personnel

Lu pour vous

- 18** L'agriculture : un outil majeur du développement selon la banque mondiale
- 19** Journée mondiale de l'alimentation : le droit de choisir ce que l'on mange
- 20** Analyse du développement durable
- 21** Comment les disponibilités alimentaires mondiales évolueront-elles à l'avenir ?

L'OCDE dénonce vivement la stratégie de l'Union Européenne en faveur des biocarburants

Réflexions internes

- 22** Penser demain pour le FIRCA : un exercice exaltant

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Dr. ANGNIMAN Ackah
Pierre

REDACTEUR EN CHEF

Dr. OSSENI Bouraïma

SECRETAIRE DE REDACTION

N'DA Serge-Aimé

COMITE DE LECTURE

Dr. OSSENI Bouraïma
KONE Sourou
LORNG Jean-Paul
OKOU Hervé
N'DIAYE Oumar

CONTACTS

TEL: (225) 22 52 81 81
FAX : (225) 22 52 81 87
Email : firca@firca.ci

SITE Web: www.firca.ci
01 BP 3726 Abidjan 01
Cocody, 2 plateaux, 7^{ème}
Tranche.

Dépôt légal N°8270
du 1er Août 2007

Par **KOUAME Joseph**
Chargé de programmes Café Cacao

CONJONCTURE ACTUELLE DE LA FILIERE

L'économie cacaoyère

Cela fait plus de 20 ans que la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao.

Sa production a franchi depuis la campagne 1995/96, un million de tonnes de fèves (Fig. 1).

Malgré l'évolution de la production (30 à 45 %) du marché international, la tendance de l'offre ivoirienne de cacao est en baisse depuis la campagne 1997/98. En effet, la droite de régression (Fig. 2) de l'offre ivoirienne de cacao montre que la campagne cacaoyère ivoirienne devrait se clôturer à environ 1,6 million de tonnes en 2005/2006 et l'offre mondiale à la même période à 3,6 millions de tonnes (Fig. 1).

Contrairement à cette tendance, la campagne cacaoyère s'est clôturée avec une offre mondiale de plus de 3,6 millions de tonnes quand la Côte d'Ivoire offrait sur le marché moins de 1.4 million de tonnes.

En définitive, l'offre mondiale et les stocks mondiaux augmentent. Cela signifie que la Côte d'Ivoire perd progressivement sa place dans l'économie mondiale passant ainsi de 45% à la campagne 1999/2000 à moins de 38% à la campagne 2005/2006.

Cet important déficit (plus de 0,2 million de tonnes) de la production ivoirienne ne saurait s'expliquer par le seul fait de la crise socio politique que traverse le pays depuis près d'une décennie. Il faut également indiquer entre autres :

- La baisse de la productivité des exploitations ivoiriennes avec le vieillissement des vergers estimé à plus de 23 % (RNA ⁽¹⁾, 2000)
- La mise en œuvre récente de politique de régénération et de traitement phyto-sanitaire au Ghana et au Nigeria
- L'extension des vergers en Indonésie
- La relance de la culture du cacaoyer au Brésil après la maîtrise de la maladie du balai de sorcière.

Fig. 1: Production de cacao en tonnes

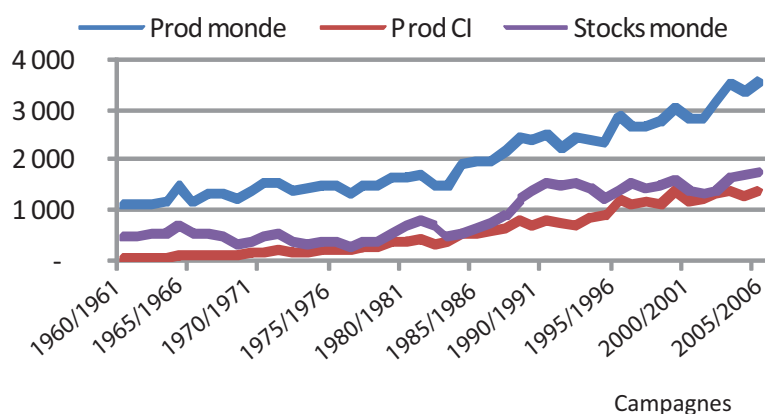
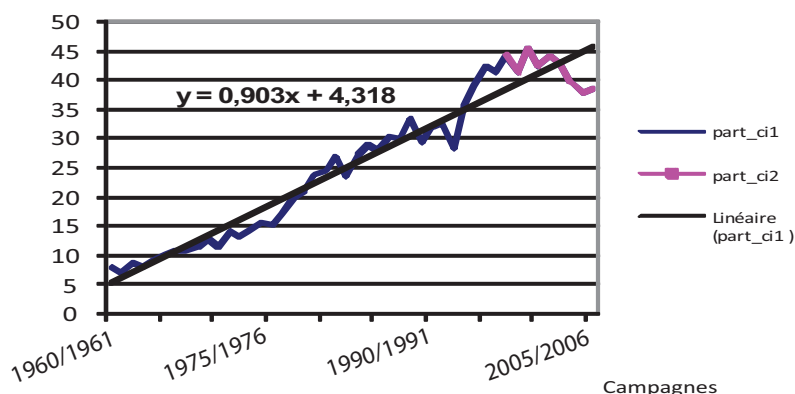


Fig. 2: Evolution de la part de l'offre ivoirienne en %



(1) Recensement National de l'Agriculture

A la Une

L' économie caféière

Depuis la libéralisation du marché du café en 1989, la filière connaît un désordre structurel. L'offre des pays africains en général et celle de la Côte d'Ivoire en particulier ne cesse de baisser. L'offre des pays africains est passée de 30% à un peu plus de 10% en 2005 (Coulibaly, OIAC, 2005).

La Côte d'Ivoire avec le robusta est passée de premier producteur africain en 2000 avec 4,8 millions de sacs au troisième rang africain avec moins de 2,1 millions de sacs en 2005 (Fig. 3).

Cette situation s'explique par la faiblesse des cours, la dégradation de la qualité du café marchand et le développement d'autres cultures (cacao, hévéa et palmier à huile) au détriment du café.

Principales contraintes de la filière

Les diagnostics conduits avec les acteurs de la filière révèlent que le revenu des producteurs de café et de cacao est faible. Cela s'explique par :

- La faible productivité des exploitations, conséquence de la (i) mauvaise application des itinéraires techniques, (ii) de l'inadaptation des itinéraires techniques aux différentes zones agro-pédo-climatiques et (iii) de la dégradation de l'environnement agro écologique du cacaoyer.

- Les difficultés de commercialisation dues: (i) au faible niveau d'organisation des producteurs, (ii) à l'échec du mouvement coopératif qui a abouti à une multitude de coopératives peu viables et (iii) à des conflits d'intérêts et de leadership.

Programmes mis en œuvre avec le soutien de la Filière

Pour contribuer à lever les contraintes de production, le FIRCA a organisé des concertations qui ont abouti à un plan de développement. Ce plan d'action validé est un ensemble de treize projets.

Ces treize projets sont tous nécessaires et importants pour la poursuite du développement et la pérennisation des acquis de la filière.

Toutefois, la situation de crise générale que traverse le pays et qui affecte également la Filière Café Cacao, commande d'opérer des choix en termes de priorité pour le financement des programmes au bénéfice des producteurs et des autres acteurs de la Filière Café Cacao.

Ainsi, le FIRCA a réorganisé le plan d'appui à la Filière Café Cacao en trois programmes à l'issue d'ateliers d'actualisation participatifs tenus avec les producteurs :

• Programme I : pérennisation de l'outil de production de la Filière Café Cacao comprenant : (i) huit (8) projets de recherche appliquée et un (1) projet de diffusion des technologies de régénération des vergers de caféier et de cacaoyer

• Programme II : diversification de la production sur les exploitations à base de caféier et de cacaoyer comprenant 8 projets

• Programme III : professionnalisation des acteurs producteurs et de leurs groupements comprenant 3 projets.

Pour la période 2008 – 2009, le Comité d'Examen et de Suivi des Projets et Programmes de la Filière Café cacao a mis à la disposition du FIRCA le financement de cinq projets :

• l'établissement de la carte sanitaire des vergers de caféier et de cacaoyer et proposition de méthodes efficaces de lutte

• la lutte contre la maladie du Swollen Shoot du cacaoyer

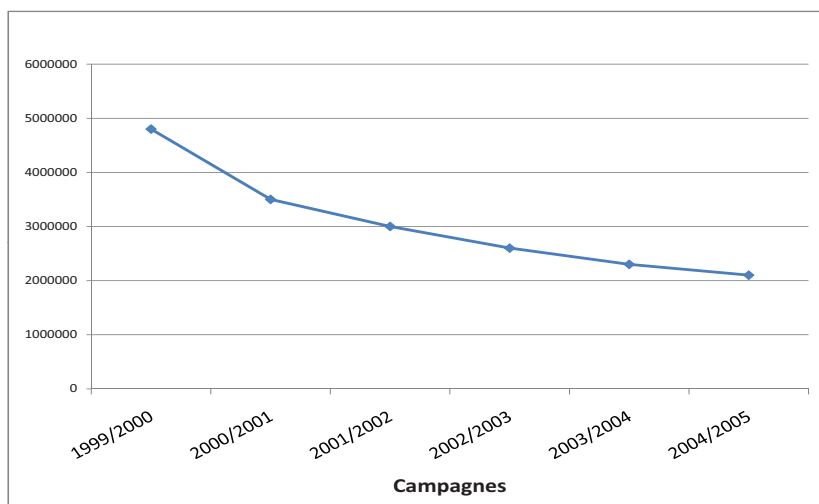
• la production et la distribution de semence de caféier

• la production et la distribution de semence de cacaoyer

• le conseil agricole aux producteurs de caféier et de cacaoyer.

Le FIRCA attend des ressources complémentaires du CESPP-CC pour renforcer ses actions d'appui à la Filière.

Fig. 3 Evolution de la production de café de la CI (en sacs)



ECONOMIE CACAOYERE DURABLE : UNE APPROCHE GLOBALE ET PARTICIPATIVE

par POKOU Yao*

La première réunion de la Table ronde sur une économie cacaoyère mondiale, organisée par l'ICCO et le Ghana Cocoa Board, s'est tenue à l'International Conference Centre d'Accra, du 3 au 6 octobre 2007, sous le parrainage du Ghana Cocoa Board et du Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité Alimentaire des Pays-Bas. Elle a rassemblé plus de 200 personnes de 25 pays des cinq continents dont des représentants des cacaoculteurs, des coopératives, des négociants, des exportateurs, des transformateurs, des chocolatiers, des grossistes, des détaillants, des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, des institutions financières ainsi que des organismes bailleurs de fonds. Cette Table Ronde a été sanctionnée par un document intitulé «La Feuille de Route d'Accra pour une économie cacaoyère mondiale durable».

Le présent article est un résumé de ce document de travail qui définit les problèmes ainsi que la procédure à suivre pour parvenir à une économie cacaoyère mondiale durable.

I. INTRODUCTION

Conformément au mandat donné par l'Accord de 2001 sur le cacao, sous l'égide de sa Commission Consultative, ICCO a réfléchi avec toutes les parties prenantes afin de trouver ensemble les façons les plus appropriées d'intégrer la prise en compte des trois piliers du développement durable dans la gestion au quotidien des questions allant de la production à la consommation. En partant du principe des trois piliers de la durabilité qui sont respectivement d'ordre économique, social et écologique, le Conseil de l'ICCO a adopté la définition de la durabilité de la Commission Brundtland qui est la suivante « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Et conformément aux trois piliers, qui doivent être considérés comme un ensemble intégré et interdépendant, cela peut s'entendre par « une économie cacaoyère mondiale qui soit économiquement viable, écologiquement rationnelle et acceptable d'un point de vue social ».

Et pour parvenir à cette fin, il a été recommandé d'adopter une approche holistique, c'est-à-dire à la fois globale et intégrée, mais en accordant toutefois la priorité au pilier économique, parce que pour les petits cacaoculteurs, base de cette économie cacaoyère mondiale, les considérations économiques passent avant les questions environnementales et sociales, la finalité étant d'accroître leurs revenus.

II. CARACTERISTIQUES DE L'ECONOMIE CACAOYERE MONDIALE

L'image projetée par l'économie cacaoyère mondiale est loin d'être positive par rapport à d'autres secteurs. En effet, elle est essentiellement caractérisée par :

- Des pays à faible PIB par habitant, l'Afrique de l'ouest, représentant 70% de la production mondiale,

- La prédominance de petits exploitants, avec 95% de la production mondiale sur des parcelles de 1 à 3 hectares en moyenne,

- La volatilité des prix avec une forte tendance baissière en termes réels,

- La faible productivité et des énormes pertes de récoltes dues aux nuisibles et maladies,

- Une forte consommation de terres sous forêt, source de la dégradation de l'environnement.

III. POURQUOI L'ECONOMIE CACAOYERE ACTUELLE N'EST PAS DURABLE ?

Le principal obstacle à la durabilité de l'économie cacaoyère mondiale est d'ordre économique, parce qu'elle est intimement liée au sort et au comportement des agriculteurs, qui tout en étant le maillon le plus important, en termes numériques, constituent aussi l'élément le plus vulnérable de la filière cacao.

Presque tout se ramène au traitement et au comportement des producteurs et, dans une moindre mesure, des sociétés de transformation et des consommateurs, ces derniers jouant un rôle de veille éthique, qu'il s'agisse des questions liées aux revenus des producteurs, aux conditions de travail, à la sécurité alimentaire ou à l'environnement.



* Ingénieur Agronome,
Consultant

A la Une

Les statistiques montrent que le faible revenu du cacaoculteur se trouve au centre de la problématique de la durabilité de l'économie cacaoyère mondiale. En effet, de manière générale, en Afrique de l'Ouest, un producteur considéré nanti a une famille de 6 à 7 membres ; il possède une plantation de 3 hectares, avec un rendement de 650kg/ha, ce qui donne un revenu de 2 000 à 3 000 \$EU, soit 300 à 500 \$EU de revenu annuel per capita. En produisant des denrées alimentaires, il peut obtenir l'équivalent de 2 \$EU per capita par jour, seuil de pauvreté selon les objectifs du millénaire.



“Les statistiques montrent que le faible revenu du cacaoculteur se trouve au centre de la problématique de la durabilité de l'économie cacaoyère mondiale.”

Les autres menaces actuellement identifiées, telles que les pires formes de travail des enfants et la dégradation de l'environnement sont donc une conséquence avérée de l'état de pauvreté des fournisseurs primaires de fèves de cacao que sont les cacaoculteurs.

IV. UN MODELE D'AMELIORATION DE LA DURABILITE DE L'ECONOMIE CACAOYERE MONDIALE : INDICATEURS DE PROGRES EN MATIERE DE DURABILITE

La Commission Consultative de l'ICCO a identifié un certain nombre d'indicateurs ayant servi à définir les principales activités permettant d'améliorer les indicateurs ainsi déterminés, selon un cycle ou modèle d'amélioration comprenant quatre phases spécifiques :

- Collecte de données
- Publication des données
- Mise en place des activités pour une économie cacaoyère durable
- Validation des progrès.

Conformément à l'option stratégique adoptée par cette Commission, dans ce modèle d'amélioration et de suivi-évaluation, l'accent devrait être mis en priorité sur le pilier économique, avec incorporation progressive des activités des autres piliers, l'ensemble des activités des trois devant être intégré à terme aux politiques et programmes et projets existant, de manière à ce que la durabilité devienne une seconde nature pour tous les acteurs de la filière cacao et du chocolat. En vertu de son mandat dans le secteur cacaoyer mondial, l'ICCO devrait jouer un rôle moteur dans la conception et la mise en œuvre de ce modèle.

Au départ, environ 36 indicateurs jugés potentiellement pertinents ont été identifiés. Les principes suivants ont guidé le choix de ces indicateurs :

- Etre pertinents aussi bien pour les agriculteurs que les fabricants de produits à base de cacao, les consommateurs et les décideurs
- Etre faciles à comprendre
- Etre faciles à calculer et exiger peu d'efforts pour le recueil des données.

Mais pour être conformes à l'option stratégique d'accorder la priorité au pilier économique, la Commission Consultative sur l'économie cacaoyère mondiale de l'ICCO et le Conseil de l'ICCO ont convenu de commencer à travailler avec neuf indicateurs jugés utiles et qui peuvent être non seulement facilement renseignés par les pays producteurs et consommateurs de cacao, mais aussi utilisés à différents niveaux (mondial, régional et national). Par rapport au but visé, trois indicateurs sur neuf paraissent d'intérêt stratégique immédiat pour la Côte d'Ivoire. Il s'agit :

- a. de l'estimation de la production de fèves de cacao par hectare
- b. du pourcentage du prix d'exportation fob des fèves de cacao perçu par l'agriculteur sous forme de prix « bord-champ »
- c. des revenus des familles de cacaoculteurs sur la base d'un revenu minimum par habitant.

Le modèle ci-dessus présenté ne saurait dispenser chacun des principaux pays producteurs de cacao de se doter et de mettre en œuvre leur propre plan de développement d'une économie cacaoyère durable, en s'appuyant sur un organisme qui travaillerait en partenariat avec l'ICCO.

V. LES BUTS DE LA DURABILITE : OBJECTIFS D'UNE ECONOMIE CACAOYERE DURABLE

Les objectifs poursuivis sont conformes aux trois piliers et consistent à :

- Améliorer les revenus des familles de cacaoculteurs par (i) l'accroissement de l'efficacité et de la productivité (ii) la modernisation de la cacaoculture ainsi que (iii) la diversification du secteur cacaoyer
- Promouvoir une cacaoculture qui préserve l'environnement
- Améliorer les conditions sociales des producteurs ainsi que de tous les travailleurs industriels.

VI. ACTIVITES PERMETTANT DE PARVENIR A LA DURABILITE

Les activités à mener en vue d'assurer la durabilité de l'économie cacaoyère mondiale sont discriminées par pilier.

Les activités liées à la durabilité économique peuvent être regroupées en trois types d'actions:

- La gestion de la Filière Cacao
- Le renforcement des capacités des pays producteurs à concevoir et mettre en œuvre des plans de développement cohérents (inventaire des ressources, cadre institutionnel, diversification des sources de revenus des cacaoculteurs, recherche, vulgarisation, politique fiscale)
- Le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et managériales des cacaoculteurs (organisation /gestion coopérative, commercialisation des produits du cacao/système d'information sur le marché).



“Les activités liées à la durabilité sociale visent essentiellement à faciliter l'accès aux services sociaux de base aux cacaoculteurs ainsi qu'à tous les travailleurs de la Filière Cacao.”

Dans ce cadre, des actions complémentaires doivent être aussi menées en vue d'asseoir la durabilité économique de la consommation par (i) la promotion de la consommation des marchés émergents, (ii) le développement de la consommation dans les pays producteurs et (iii) la sensibilisation des consommateurs sur les vertus nutritives et sanitaires des produits du cacao.

Les activités relatives à la durabilité environnementale de la cacaoculture visent à préserver non seulement l'écosystème et la biodiversité de manière générale, mais surtout la matière première de la cacaoculture constituée par la fertilité du sol et une pluviométrie propice à la cacaoculture.

Les activités comprennent des méthodes de captation du carbone (plantation d'arbres d'ombrage), des moyens de transport, de transformation ainsi que des pratiques culturelles plus performantes mais moins polluantes.

Les activités liées à la durabilité sociale visent essentiellement à faciliter l'accès aux services sociaux de base aux cacaoculteurs ainsi qu'à tous les travailleurs de la filière cacao.

Il s'agit des infrastructures éducatives, médicales et d'approvisionnement en eau potable que doivent fournir les gouvernements et les grandes entreprises agro-industrielles de la filière.

En outre, des actions doivent être menées en vue d'améliorer les conditions de travail dans les plantations de cacaoyers (élimination des pires formes de travail, en particulier des enfants) ainsi que dans les ateliers et usines des transformateurs et chocolatiers.

VII. LES BENEFICES DE LA DURABILITE

La mise en œuvre du modèle tel que présenté devrait permettre à toutes les parties prenantes non seulement d'avoir une vision commune, mais aussi de mener des activités qui soient cohérentes et conformes à l'impératif d'une économie cacaoyère mondiale durable et qui, comme l'a recommandé la Commission Braundtland, «répondent aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs». Pour espérer atteindre ce but, il y a lieu de commencer dès maintenant afin de contribuer, un tant soit peu, à soigner l'image de l'économie cacaoyère mondiale.

L'économie cacaoyère ivoirienne est une économie tournée vers l'extérieur. Sa gestion doit répondre aux impératifs ci-dessus édictés par ICCO et à la feuille de route d'Accra.

Contributions

LE STCP-RCI⁽¹⁾ TESTE UNE INNOVATION TECHNOLOGIQUE: LE SECHOIR SOLAIRE OU SECHAGE DU CACAO SUR UNE PLATE-FORME SURELEVEE ET COUVERTE

Par YAPO Assamoi R. *

C'est très souvent que l'on entend dire que le cacao ivoirien n'est pas de bonne qualité contrairement à celui d'autres pays producteurs.

L'une des causes majeures de cette situation reste le mode de séchage.

En effet, les producteurs ivoiriens ont pour habitude de sécher le cacao sur des claies non protégées, des aires cimentées, du plastique noir. Certains producteurs vont même jusqu'à sécher le cacao sur le bitume. Cette dernière pratique qui, fort heureusement, n'est pas très répandue, comporte de nombreux risques pour la santé de l'homme, notamment, à cause de la toxicité du bitume.



Sous réserve de l'évaluation de l'impact de cette expérience conduite par le STCP, les premiers résultats qualitatifs obtenus par les producteurs démontrent que l'on passe de 7 jours de séchage de type traditionnel en moyenne à 4 jours de séchage sur le séchoir solaire amélioré.

Tous ces différents modes de séchage traditionnel exposent le cacao aux intempéries ainsi qu'aux dégâts des animaux ; ce qui affecte la qualité ainsi que le label du cacao ivoirien.

Les producteurs subissent, dès lors, des réfections constantes de la part des acheteurs à cause de la mauvaise qualité de leurs produits.

Pour contribuer à résoudre cette contrainte majeure, le STCP-RCI expérimente depuis quelques mois, un nouveau type de séchoir : le séchoir solaire dit amélioré.

C'est une technologie simple importée d'Indonésie qui utilise les matériaux locaux tels que les rafles du palmier, le raphia, le bambou de chine, le bois....

Le séchoir solaire amélioré est une amélioration du système classique de la claie traditionnelle (plate-forme surélevée) que l'on recouvre de film transparent qui est, en réalité, la véritable innovation technologique.

Le séchoir solaire amélioré permet un séchage permanent et rapide du cacao (même au cours de la nuit) du fait de l'infiltration des rayons solaires, de l'effet de serre et grâce à une ventilation constante. Le séchoir solaire protège aussi le cacao de la pluie, de la rosée, des dégâts d'animaux domestiques...

Cette réduction du temps de séchage permet au producteur, non seulement, de récolter régulièrement son cacao, pratique recommandée pour avoir un produit de bonne qualité, mais également, de se consacrer à d'autres activités susceptibles de lui procurer des revenus additionnels.

Les dimensions classiques recommandées pour construire un séchoir solaire de type artisanal, pour un petit producteur, sont de 2 mètres sur 4. Cette superficie permet de recevoir et de sécher environ 25 kg de fèves bien fermentées. Le cacao séché sur cette plate-forme présente, en général, un taux d'humidité de 7% et est de type grade 1.

L'on peut estimer à vingt mille francs CFA (20.000 FCFA) en moyenne le coût de fabrication du séchoir solaire (film plastique et main d'œuvre compris, le reste des matériaux provenant de l'environnement du producteur).

La durée de vie du séchoir solaire peut être estimée à environ trois ans. Seul le film plastique transparent devra être renouvelé chaque année au début de la campagne cacaoyère.

Par ailleurs, le séchoir solaire peut servir à d'autres usages domestiques, notamment le séchage des légumes (gombo, piment, manioc, maïs,...)

A ce jour, plus d'une vingtaine de séchoirs solaires ont été installés par le STCP-RCI dans toute la zone de couverture de ce programme. Cette innovation technologique suscite beaucoup d'engouement de la part des producteurs de cacao comme en atteste le témoignage de M. Yao Komenan, planteur de cacao à Soubré et originaire du village de Komenanyaokro situé dans le département de Daoukro où il est venu passer quelques jours de vacances :

« Je suis vraiment émerveillé par ce séchoir. J'ai mis mon cacao sur le séchoir du champ école pour essayer et il a séché en quatre jours seulement au lieu de 7 alors que nous sommes en pleine petite saison de pluie ! En plus, le cacao est protégé et les animaux ne viennent pas se promener dedans. Dès mon retour à Soubré, je vais faire construire ce séchoir et le montrer aux autres planteurs de cette région où il pleut toute l'année. Ça va nous rendre beaucoup de services surtout à nos femmes pour sécher les condiments et même les habits, pourquoi pas! »

Le séchoir solaire amélioré est un moyen peu coûteux, disponible aujourd'hui dans le milieu du producteur pour contribuer à produire du cacao de très bonne qualité.

* Ingénieur Agronome
Directeur Exécutif du STCP-RCI

(1) Programme de Développement Durable des Cultures

Contributions

LA POURRITURE BRUNE DES CABOSSES : UNE MENACE DE LA PRODUCTION ET DE LA QUALITE DU CACAO MARCHAND

par KOUAME Joseph*

1) Généralités sur la pourriture brune des cabosses de cacao

La culture du cacao à travers le monde est confrontée à de nombreux maladies et ravageurs. En Côte d'Ivoire, les plus importants ravageurs sont les mirides et les foreurs de tige. Les principales maladies sont le swollen shoot et la pourriture brune des cabosses. Cette dernière était jusqu'à une date récente, une maladie endémique dans toutes les zones de production. A cette époque, les seules espèces présentes étaient *Phytophthora palmivora* et *Phytophthora affine citrophthora*.

En 1998, une troisième espèce, plus agressive, *Phytophthora megakarya*, est signalée le long de la frontière Est du pays par l'ANADER.



2) Symptômes

La pourriture débute par plusieurs petites taches rondes, brunes, qui s'étendent rapidement. Au fur et à mesure que les taches progressent, le champignon apparaît juste en deçà de la bordure, sous forme de bandes blanchâtres de spores. Le fruit tout entier et les fèves sont généralement envahis en deux semaines et, par la suite, la cabosse devient complètement noire.

3) Dissémination de la maladie

Les spores produites en grande quantité sur les cabosses infectées, sont dispersées par les eaux de ruissellement, le vent, les insectes, dont les plus importantes sont les fourmis (à partir de la terre infestée) et les rongeurs. Les principaux facteurs qui conditionnent la propagation de la maladie sont l'eau et l'humidité de l'air. C'est donc en période pluvieuse que la maladie se développe le plus.

Le champignon peut se propager par le pédoncule de la cabosse et atteindre les coussinets floraux. De là, il pénètre dans l'écorce du tronc ou de la branche où il provoque la formation de chancre.

Le champignon peut se conserver aussi dans le sol ou sur les débris végétaux et, de là, attaquer les cabosses à la base du tronc.

4) Incidence de la maladie sur la production

Le nombre de cabosses perdues du fait de la pourriture est extrêmement variable selon les saisons, les conditions pédo – climatiques et les techniques culturales. Les pertes varient dans ces conditions entre 20 et 80%.

En plus de la perte de production, les techniques de récolte et de traitement post – récolte aggravent l'effet de la maladie sur la qualité du cacao marchand

Les fèves infestées entraînent dans le cacao marchand des taux élevés de fèves moisies, noires et pourries, dégradant ainsi la qualité de toute la production.

Comment lutter contre la maladie

• Lutte biologique

Le CNRA a pu ainsi isoler des champignons antagonistes du *Phytophthora megakarya*. Des tests réalisés en milieu paysan montrent qu'il est possible de fabriquer des produits biologiques pour la lutte contre la maladie.

Des essais de compostage des débris d'écabossage ont été essayés au champ. Techniquement, le compostage (sous l'effet de la chaleur) permet de détruire les propagules du champignon.

• Lutte chimique

Des produits de traitement chimique des plantations infestées existent sur le marché. L'ANADER a démontré en collaboration avec des firmes phytosanitaires l'efficacité de ces produits.

* Chargé de Programmes Café Cacao

Contributions



“La pourriture brune des cabosses de cacao, le swollen shoot et les foreurs de tiges constituent les principales menaces biotiques du verger ivoirien de cacao.”

• Lutte culturale

La lutte culturale est constituée d'un ensemble de mesures sanitaires et techniques à observer ou à appliquer. Ces mesures portent sur le choix du site de la culture, l'entretien de la parcelle, la récolte et les traitements post – récolte.

Choix du site

Le développement de la maladie est favorisé par l'humidité. Pour ce faire, les sols des plantations doivent être bien drainés et non inondables en toute saison.

Par ailleurs, un ombrage excessif entretient l'humidité dans les plantations et favorise le développement du champignon et sa propagation. L'ombrage devra donc être toléré dans les limites acceptables.

Entretien de la plantation

- les entretiens usuels doivent être complétés par le réglage de la densité (1200 à 1333 pieds par hectare)
- la récolte et la destruction des cabosses surmatures, pourries, desséchées et momifiées.
- l'évacuation de la plantation de tous les débris d'écabossage pour renforcer l'efficacité des mesures sanitaires.

Récolte et traitement post – récolte

Le respect des fréquences de récolte (une récolte tous les 15 à 21 jours)

Les pratiques post – récolte recommandées se résument à :

- la séparation des cabosses saines des cabosses infestées au moment de la constitution des tas d'écabossage
- l'écabossage dans les trois à cinq jours qui suivent les récoltes
- l'écabossage hors des plantations
- la destruction ou l'enfouissement des débris d'écabossage (trop coûteux en travail).

Conclusion

La pourriture brune des cabosses de cacao, le swollen shoot et les foreurs de tiges constituent les principales menaces biotiques du verger ivoirien de cacao.

Contrairement aux foreurs de tiges et au swollen shoot, les facteurs de développement et de propagation de la pourriture brune sont connus et maîtrisés. Des méthodes de lutte agronomiques, chimiques et biologiques existent. Ainsi, des axes d'actions concrètes au niveau de la vulgarisation et de la recherche peuvent être entreprises pour le contrôle de la maladie sur le territoire ivoirien.

• Au niveau institutionnel

- la subvention de toutes les actions de lutte contre la pourriture brune notamment l'approvisionnement des planteurs en fongicides adaptés
- le financement de la formulation des biopesticides à partir des champignons antagonistes isolés et confirmés par le CNRA
- le déclassement du cacao de mauvaise qualité. Cela obligerait les producteurs à respecter les mesures sanitaires et les techniques de récolte et de traitement post-récoltes aggravant les effets de la maladie.

• Au niveau du conseil agricole et de la vulgarisation

- le développement et la vulgarisation de méthodes de lutte intégrée
- l'information et la sensibilisation des planteurs pour l'application et le respect des mesures sanitaires recommandées
- la vulgarisation de la lutte chimique.

• Au niveau de la recherche appliquée

- la poursuite de la recherche de méthodes de lutte biologique
- le test de nouvelles molécules chimiques
- la création et le test de variétés résistantes à la pourriture brune.

Contributions

PROCESSUS DE CERTIFICATION DE LA PRODUCTION DE CACAO EN COTE D'IVOIRE



La Certification est un système régulier, crédible et financièrement abordable de suivi et d'évaluation du travail des enfants dans la cacaoculture (Convention n° 182 de l'OIT), mais aussi du travail des adultes (Convention n° 29 de l'OIT).

La certification du processus de production du cacao, tel que résultant du travail conjoint des gouvernements ouest africains, de l'industrie mondiale du chocolat, d'experts en matière de travail des enfants, et d'ONG aborde trois questions :

1. Les problèmes liés au travail des enfants et des adultes dans les plantations de cacao en Afrique.
2. Les mesures prises pour résoudre ces problèmes.
3. L'amélioration de la vie des enfants et des familles qui travaillent dans les plantations de cacao .

Le cycle d'amélioration continue est décrit dans la figure n°1.

Phase N° 1 : La collecte des données

La collecte des données se fait à travers une enquête initiale de diagnostic dont l'objectif principal est de fournir des informations statistiques crédibles, représentatives de la situation présente du travail des enfants dans la cacaoculture.

Phase N° 2 : Le rapport d'enquête et sa publication

Il s'agit ici de compiler dans un document, toutes les informations et les résultats d'enquête issus des investigations. Le rapport d'enquête est mis à la disposition de tous les acteurs intéressés, en toute transparence sur le site web www.cacao.ci ou tout autre moyen de communication approprié.

Phase N° 3 : Les actions de protection sociale ou de remédiation

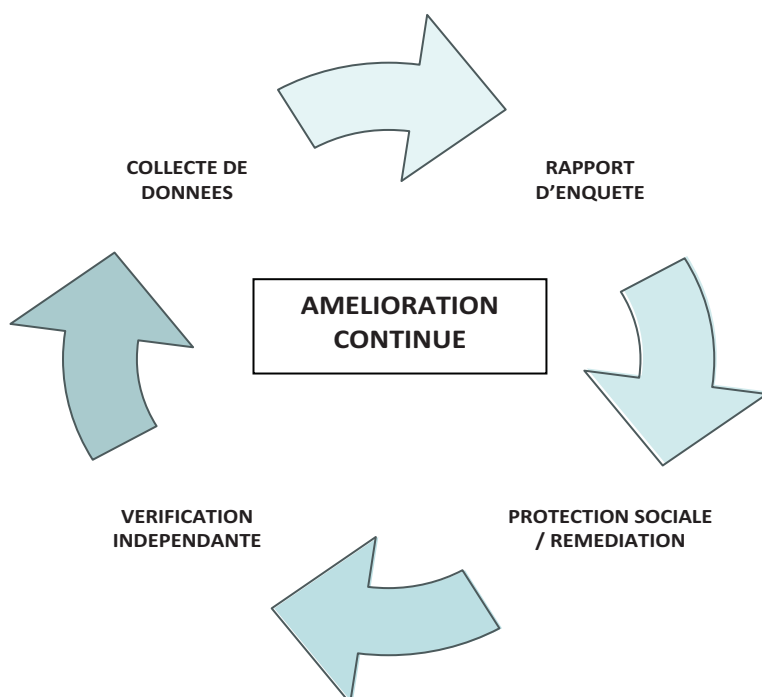
Ce sont les actions induites des résultats d'enquête et qui participent à réduire durablement les pires formes de travail des enfants dans la cacaoculture. Elles peuvent être aussi bien d'ordre préventif que curatif.

Phase N° 4 : La vérification indépendante

C'est la possibilité laissée à une partie tierce de venir éprouver :

- L'enquête (méthodologie, acuité) ;
- L'adéquation entre les actions de protection sociales mises en œuvre et les causes du travail des enfants (pertinence, adéquation, efficacité).

Figure n°1: Schéma du cycle d'amélioration continu



Lorsqu'elle sera entièrement opérationnelle, la certification garantira qu'un processus crédible est en place pour surveiller les pratiques de travail dans la cacaoculture et rédiger des rapports. Elle permettra de guider l'amélioration des conditions de vie et de travail dans la cacaoculture, en vue d'éliminer de ce secteur les pires formes de travail des enfants et le travail forcé.

*Pour tout renseignement:
Secrétariat Exécutif SSTE
Certification du Cacao*

*Abidjan (Côte d'Ivoire)
Immeuble CAISTAB
16ème étage*

*25 BP 1501 Abidjan 25
Tel : (225) 20 20 29 41
Fax: (225) 20 20 29 47
www.cacao.ci*

ATELIER NATIONAL D'INFORMATION ET DE FORMATION DE LEADERS PAYSANS SUR LE PROCESSUS D'INTEGRATION REGIONALE, LES POLITIQUES AGRICOLES ET LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES (OMC, APE)

L'intégration sous régionale, la participation des acteurs dans la définition des politiques et les négociations commerciales (OMC, APE) constituent un enjeu majeur pour les producteurs agricoles et la société civile dans son ensemble.

Pour contribuer à la compréhension et à l'appropriation des thèmes par les acteurs non étatiques, l'ANOPACI⁽¹⁾ en collaboration avec le ROPPA⁽²⁾ a organisé du 9 au 11 janvier 2008, à Abidjan un atelier national d'information et de formation de leaders paysans sur le processus d'intégration régionale, les politiques agricoles (PAU, ECOWAP) et les négociations commerciales (OMC, APE).

L'objectif de cet atelier est de disposer d'une masse critique de leaders paysans capables de porter les positions des deux organisations (ANOPACI et ROPPA), de nouer des alliances stratégiques avec les gouvernements, les négociateurs africains, la société civile, le secteur privé afin d'avoir des résultats tangibles tant au niveau de l'intégration régionale, que de l'APE (Union Européenne – Afrique de l'Ouest) et de l'OMC.

L'enjeu des négociations pour la Côte d'Ivoire est particulièrement important au moment où le gouvernement a paraphé un texte d'accord intermédiaire à signer en juin 2008 et que la CEDEAO entend poursuivre les négociations pour un accord global porteur de développement dont elle prévoit la fin des négociations pour juillet 2009.

L'atelier a été présidé par le Ministre ivoirien de l'intégration africaine et de la coopération internationale et a vu la participation d'experts de la CEDEAO, de consultants internationaux d'experts nationaux et des représentants des différentes administrations nationales en charge de l'agriculture et du commerce et de l'intégration ainsi que des représentants du ROPPA, de l'ANOPACI et des principales filières agricoles de la Côte d'Ivoire.

Une succession de panels et de plénières ont meublé l'atelier et ont permis d'aborder 8 thèmes principaux.

Recommandations

Les interventions et les débats au cours de l'atelier permettent de retenir les recommandations suivantes :

1. Préserver et promouvoir la solidarité ANOPACI/ROPPA, PMA/non PMA de la région

2. Développer le partenariat entre les gouvernements et la société civile sur la poursuite du processus de l'intégration régionale et des négociations internationales

3. Mettre en cohérence les accords d'étapes (Côte d'Ivoire, Ghana) avec un accord complet et global porteur de développement (CEDEAO) et définir un calendrier de travail commun à la région

4. Renforcer les capacités des Organisations Professionnelles Agricoles et favoriser leur implication dans les négociations au niveau national et régional

5. Soutenir les réflexions autonomes des plates formes nationales des OP et du ROPPA sur le marché agricole régional, ses outils et instruments, et accompagner les concertations entre elles, les pouvoirs publics et la CEDEAO pour la structuration de ce marché et l'adaptation des politiques sectorielles aux contraintes des acteurs et partenaires du développement agricole de la région

6. Poursuivre, élargir et approfondir la dynamique de réflexion et d'échanges favorisée par l'atelier, à travers :

a. La définition des mesures d'accompagnement et de mise à niveau des secteurs de production

b. Le renforcement des capacités des plates-formes nationales et du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest

c. La mise en œuvre du plan d'action de l'ANOPACI et des réflexions sur le marché agricole régional du ROPPA

d. La mise en œuvre du TEC⁽³⁾.

(1) Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire

(2) Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles

(3) Tarif Extérieur Commun

UN PROTOCOLE D'ACCORD SIGNE ENTRE LE FIRCA ET LE STCP



La cérémonie marquant la signature du protocole d'accord entre le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) et le Programme de Développement Durable des Cultures Pérennes de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (STCP / IITA) s'est déroulée le 31 Octobre 2007 au siège du STCP.

Ce partenariat a pour objet de renforcer la productivité et de promouvoir une économie cacaoyère durable auprès des producteurs et des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA).

A cet effet, M. Robert YAPO Assamoi, Directeur Exécutif de STCP / IITA a exprimé les espoirs qu'il fonde en cette signature de partenariat, et souhaité que plusieurs autres partenariats soient entrepris pour le bien être des producteurs.

A son tour, le Dr. ANGNIMAN Ackah Pierre, Directeur Exécutif du FIRCA, a dit sa satisfaction de voir s'établir la collaboration entre ces deux structures .

Par ailleurs, il a insisté sur le rôle des professionnels de la communication dans la transmission des informations, qui doivent en leur qualité de porte voix, soutenir les actions menées par le FIRCA et le STCP pour réduire la pauvreté en milieu rural dans notre pays.

ATELIER DE VALIDATION DES PROGRAMMES DE LA FILIERE COCOTIER

Dans le cadre de son programme d'appui aux filières agricoles, le FIRCA a organisé le 02 octobre dernier un atelier de validation des programmes de la Filière Cocotier à l'hôtel Ibis d'Abidjan Plateau.

Sur les 21 projets soumis à étude, 14 projets, d'un montant global d'environ 1,3 milliard de FCFA ont été retenus pour la période 2008-2009.

Ces programmes s'articulent autour du conseil agricole, de la formation aux métiers, du renforcement des capacités des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et de la recherche appliquée. Ces programmes prennent en compte trois axes majeurs, à savoir :

- L'amélioration de la productivité du verger à travers l'application des techniques culturales modernes
- La valorisation des sous produits du cocotier
- La mise en place d'un circuit de commercialisation organisé pour faciliter l'écoulement des produits.

Dans son intervention, le Dr. ANGNIMAN Ackah Pierre, Directeur Exécutif du FIRCA, a invité les acteurs de la Filière Cocotier à s'impliquer dans le développement de leur filière.

Rappelons que les différents projets ont été identifiés lors d'un atelier de planification des activités de développement de la Filière Cocotier qui s'est tenu du 28 au 30 novembre 2006.



LUTTE CONTRE LE VIH / SIDA : LA DIRECTION EXECUTIVE DU FIRCA SENSIBILISE SON PERSONNEL.



De droite à gauche :
M. KONE Sourou,
Pr. Gaoussou COULIBALY,
M. GNAMBA Yao Guillaume,
Dr. ANGNIMAN Ackah Pierre,
M. AYEMOU Edmond

Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), à travers son Comité de Lutte contre le SIDA, a organisé une journée de sensibilisation sur le VIH et le SIDA à l'endroit de son personnel le 30 Octobre 2007 à l'hôtel IBIS d'Abidjan Plateau.

Trois thèmes ont meublé les échanges au cours de cette journée de sensibilisation :

- Généralités sur le VIH / SIDA et impact sur l'entreprise, présenté par Prof. COULIBALY Gahoussou
- Conseil et Dépistage Volontaire en entreprise et prise en charge des travailleurs infectés ou malades, animé par Dr. SEMDE Abla Gisèle du PNPEC
- Droit et obligation de l'entreprise et du travailleur infecté du VIH ou malade du SIDA, présenté par M. INOUSS de la Direction Mobilisation Sociale au MLS.

L'ensemble de ces interventions a permis aux agents du FIRCA, avec à leur tête le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Exécutif, d'avoir plus d'informations sur les dispositions à prendre pour éviter le VIH et de s'instruire sur les droits et devoirs des travailleurs et des employeurs vis-à-vis des travailleurs vivant avec le VIH.

M. KONE SOUROU, Conseiller Technique, Président du Comité de Lutte contre le VIH / SIDA a remercié le Directeur Exécutif qui a autorisé la délocalisation de la structure à l'hôtel Ibis pour cette journée.

Le Directeur Exécutif Dr. ANGNIMAN Ackah Pierre lors de ces différentes interventions a insisté sur sa volonté de rester solidaire avec tout travailleur infecté du VIH. Aussi, a-t-il réitéré son désir de voir mener des actions en direction des familles des employés du FIRCA.

Président la cérémonie, M. Guillaume GNAMBA Yao, Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture et Point Focal de la lutte contre le SIDA en milieu agricole, a salué l'initiative prise par le FIRCA et apprécié la décision de la Direction Exécutive de s'impliquer au plus haut niveau dans cette lutte; en outre, il a souhaité que ces actions s'étendent au niveau des agriculteurs.

Démarrée à 8h par la série des allocutions cette journée s'est achevée à 17h par l'allocution de clôture du Directeur Exécutif du FIRCA.

17^e CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FIRCA

La 17^e session du Conseil d'Administration du FIRCA s'est tenue le 27 Décembre 2007 au 23^e étage de la CAISTAB (Abidjan - Plateau)

Ce Conseil d'Administration, auquel 29 administrateurs sur 34 ont participé ou se sont fait représenter, a délibéré sur un ordre du jour qui s'articulait autour de six points.

- Lecture et adoption du procès verbal de la 16^e séance du 26 avril 2007
- Présentation et adoption du plan d'ajustement des comptes clos au 31/12/2006
- Présentation et adoption du rapport du bureau du Conseil sur le renouvellement de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration pour le mandat 2008-2010

- Présentation et adoption de la stratégie de communication du FIRCA
- Présentation et adoption du projet de PAA 2008 et du projet de budget 2008
- Adoption des projets résolutions

Cette rencontre s'est tenue conformément à la mise en application des articles 14 et 35 des statuts et des articles 5, 14 et 15 du règlement intérieur du FIRCA.



Parmi les habitants les plus pauvres de notre planète, 75 % vivent en milieu rural et la survie de la plupart d'entre eux dépend de l'agriculture.

Si l'agriculture n'est pas la clé de la réduction de la pauvreté, elle en constitue un des outils majeurs. C'est sur ce fondement que la Banque mondiale a consacré son rapport 2008 sur le développement dans le monde à l'agriculture.

Commentaires de Denis Pesche, sociologue au Cirad.

Quel est l'objectif du rapport de la Banque mondiale pour le développement dans le monde consacré à l'agriculture ?

Denis Pesche : Le rapport fournit une image à l'instant t de l'agriculture dans les pays du Sud tout en prenant en compte les évolutions et en fournissant des perspectives. Voilà 25 ans que la Banque mondiale n'avait pas produit un rapport directement centré sur l'agriculture. Cela ne veut pas dire que l'on s'est désintéressé des questions rurales. Durant cette période, la banque a produit des rapports sur des questions transversales comme l'éducation, la pauvreté, l'environnement ou les biens publics. L'agriculture était présente derrière toutes ces thématiques mais de manière fragmentée. Avec ce rapport, il est question de replacer la question agricole au centre des préoccupations. Le rapport présente l'agriculture comme une des clés du développement.

Qu'est-ce qui a changé en termes d'agriculture dans les pays du Sud en 25 ans ?

D.P. : On observe tout d'abord un changement des modes de consommation pour une partie des populations urbaines : les populations se nourrissent de plus en plus de produits animaux et de produits de l'horticulture ; le rapport parle de « nouvelle agriculture ».

Le désengagement des Etats figure également sur la liste des grands changements du dernier quart de siècle : certaines filières ont été privatisées, avec des retombées plus ou moins favorables pour les populations.

L'ouverture commerciale a accru la compétition entre pays et régions. L'accès à l'information et les modes de communication sont également à prendre en compte de par leur impact, d'une part sur la gestion du quotidien pour les populations, mais aussi sur l'organisation des paysans.

Le rapport souligne la nécessité des investissements comme principal moteur du développement agricole. Qu'en pensez-vous ?

D.P. : Il s'agit en effet d'un message majeur proposé par le rapport. Les investissements doivent être structurants (routes, communications, amélioration du cadre de vie). Ils doivent permettre de créer de l'emploi, avec pour objectif de diversifier l'économie agricole et rurale : éducation, formation, création et accompagnement de petites entreprises sont des débouchés nécessaires. L'emploi rural est, en effet, une des voies de sortie de la pauvreté envisagées dans le rapport. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une idée révolutionnaire. Mais si les nombreux investissements passés n'ont pas porté tous leurs fruits, il s'agit aujourd'hui de mieux utiliser les investissements à venir. Les projets et les politiques doivent être mieux articulés et non plus envisagés de manière juxtaposée.

Quelle suite sera donnée à ce rapport ?

D.P. : Depuis vingt ans, on observe un désengagement régulier des investisseurs dans le domaine de l'agriculture. A travers ce rapport, la Banque mondiale veut inverser la tendance. Il ne s'agit plus de convaincre de l'utilité de l'agriculture mais bien de l'utilité d'investir dans ce domaine. Le rapport s'adresse directement aux investisseurs, aux bailleurs de fonds ou encore aux ministères des finances. Bien sûr, s'il fixe les idées sur la situation actuelle sans apporter de véritable solution clé en mains, il est également critiquable et parfois paradoxal.

Mais soyons pragmatiques : aujourd'hui, il faut réfléchir aux différentes façons de le rendre opérationnel et le débat reste ouvert sur de nombreux points. Il s'agit désormais de s'interroger sur les actions à venir et sur les moyens d'agir, qu'il s'agisse des pays ou des différents bailleurs de fonds.

source: <http://www.cirad.fr/fr/actualite>
23 octobre 2007

JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION : LE DROIT DE CHOISIR CE QUE L'ON MANGE

"Mangeons ce que nous produisons" prônaient, il y a trois décennies, les gouvernements africains qui encourageaient alors l'autosuffisance alimentaire.

Aujourd'hui le slogan a changé. "Produisons ce que nous mangeons" est devenu le leitmotiv des organisations paysannes confrontées à la rude concurrence des importations alimentaires.

C'est ainsi qu'est né en 1996 le concept de "souveraineté alimentaire", lancé par Via Campesina, un mouvement qui regroupe plus de 100 millions de petits producteurs de la planète. Il désigne le droit des populations ou de leurs États à définir leur politique agricole et alimentaire sans nuire aux producteurs des autres pays, en résumé, le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes.

Cette notion remplace celle de sécurité alimentaire née durant les années de la grande sécheresse sahélienne.

L'objectif était à cette époque que chacun puisse manger à sa faim quelle que soit l'origine des aliments : produits sur place, importés ou donnés au titre de l'aide alimentaire. Le recours aux importations était alors vu comme un moyen de nourrir les consommateurs, des villes en particulier, à bas prix.

Selon la FAO, les trois quarts des 850 millions de malnutris que compte le monde sont de petits producteurs d'aliments de base. Et aujourd'hui, ce sont les villes qui sont touchées de plein fouet par la récente et forte hausse des prix des céréales, nourriture de base de millions de citoyens.

Changer les politiques

Car cette politique a induit une forte dépendance alimentaire de nombreux pays. L'Afrique de l'Ouest a multiplié ses importations de riz par huit depuis 1960, celles de viande par trois en vingt ans. Les exportations agricoles couvrent à peine le coût de ces importations alimentaires dont 70 % sont des produits concurrents des produits locaux.

Aujourd'hui, producteurs et consommateurs veulent renverser la vapeur. Ils demandent que les États et les organismes internationaux reconnaissent le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes et permettent une juste rémunération du travail des exploitations familiales agricoles. Ils réclament le changement des règles de l'OMC afin de pouvoir protéger leur agriculture, un point qui bloque depuis 2006 les négociations du cycle de Doha, qui reprendront en 2008.

C'est aussi la pierre d'achoppement des discussions sur les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).

Les organisations paysannes demandent aux gouvernements d'agir, de changer leurs politiques agricoles et d'aider les agriculteurs.

Pour produire de quoi nourrir les habitants de leur pays, les producteurs doivent, en effet, accroître fortement leur productivité en disposant de terres, d'eau, de crédit, d'engrais... Des économistes vont plus loin. Ils estiment que le "protectionnisme" est la seule forme de soutien possible à l'agriculture.

Au Cameroun, les consommateurs des villes se sont alliés aux agriculteurs pour demander au gouvernement de subventionner la production locale. Ils ont été 700 000 à signer la pétition lancée par l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC) à l'occasion de sa campagne "Produisons ce que nous mangeons, mangeons ce que nous produisons".

Droit à l'alimentation

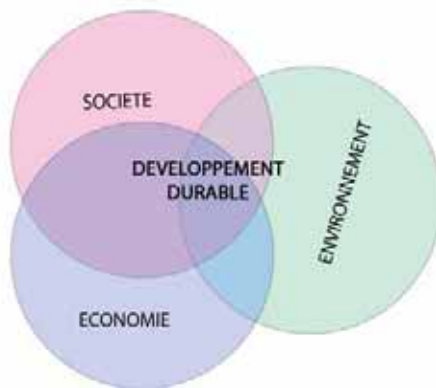
Peu à peu, la souveraineté alimentaire fait son chemin. Le Cadre de politique agricole pour l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP) de la CEDEAO, adopté en janvier 2005, en fait son objectif prioritaire, de même la loi d'orientation agricole adoptée au Mali en août 2006.

La FAO fait de son côté pression sur les États pour que le droit à l'alimentation, un droit de l'homme fondamental, thème de la Journée mondiale de l'alimentation cette année, soit inscrit dans les constitutions des pays. Elle propose aussi une série de mesures concrètes, les "directives volontaires", pour assurer à chaque citoyen une alimentation correcte sans discrimination aucune, en particulier pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter des vivres.

Depuis 2004, l'organisation a lancé une vaste campagne pour faire adopter ce droit et le concrétiser. Les revendications sur la souveraineté alimentaire, portées essentiellement par les organisations paysannes de tous les continents, ont cependant déjà eu un effet : celui de faire revenir la petite agriculture locale sur l'agenda de la communauté internationale. Un premier pas.

Source:
<http://www.syfia.info/fr/article.asp>
12 oct 2007

ANALYSE DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Développement durable : selon la commission Brundtland (1987) « c'est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

LIENS ENTRE ECONOMIE ET SOCIETE

Grâce à une économie qui est bien gérée et durable les membres d'une société peuvent avoir des revenus qui sont équitables entre hommes et femmes, des emplois à long terme et des biens et services de qualité. De plus, ces membres décident comment distribuer l'argent.

LIENS ENTRE SOCIETE ET ENVIRONNEMENT

Un environnement sain procure à chacun de la nourriture, de l'eau potable, de l'air de qualité, des abris et des emplois. C'est l'ensemble des décisions d'une société qui détermine l'avenir de l'environnement.

LIENS ENTRE ENVIRONNEMENT ET ECONOMIE

L'environnement procure des ressources naturelles qui sont exploitables et essentielles à la survie de l'économie.

Pour avoir une économie durable, les ressources naturelles doivent être exploitées et gérées convenablement. L'économie peut contribuer à protéger l'environnement tout comme elle peut le détruire.

EXEMPLE D'UN DEVELOPPEMENT NON DURABLE

Imaginons qu'une entreprise coupe tous les arbres dans une région et ne les remplace pas. Pendant quelques années, elle fera des profits en vendant les arbres, puis elle cessera ses activités car elle n'aura plus de ressources à exploiter.

Les principes du développement durable n'ayant pas été respectés, les conséquences sont les suivantes:

- Les opérateurs qui avaient besoin de cette matière doivent se la procurer autrement, les personnes qui travaillaient pour cette entreprise perdent leur emploi (la société)

- En plus des impacts physiques dus à l'enlèvement du couvert végétal, les diverses espèces animales et végétales peuvent disparaître (l'environnement)

- Lorsqu'il n'y a plus d'arbre, l'entreprise doit cesser ses activités dans cette région. Pour poursuivre son activité, elle doit aller exploiter ailleurs selon un mode non durable (l'économie).

Source:

<http://www.agora20.org/encyclopedie>
11 novembre 2007



COMMENT LES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES MONDIALES EVOLUERONT-ELLES A L'AVENIR ?

La production agricole a permis, dans l'ensemble, de satisfaire la demande effective de denrées alimentaires.

Toutefois plus de 800 millions de personnes continuent de souffrir d'insécurité alimentaire, et l'agriculture a une énorme empreinte environnementale. L'avenir est de plus en plus incertain.

Selon certains modèles, la tendance longue des baisses des cours des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux pourrait s'inverser et, partant, accroître les incertitudes relatives à la sécurité alimentaire mondiale. Les changements climatiques, les dégradations environnementales, l'intensification de la concurrence pour les terres et pour l'eau, restent lents.

Le renchérissement de l'énergie, et les doutes pesant sur les taux d'adoption futurs de nouvelles technologies posent des risques et des défis considérables qui rendent difficile l'établissement de prévisions.

Pour répondre à la demande indiquée par les projections, la production céréalière devra s'accroître de près de 50 % et la production de viande de 85% entre 2000 et 2030. Par ailleurs, la demande croissante de matières de base pour la production de biocarburants a déjà entraîné une forte hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires

Pour gérer la demande globale de l'agriculture à l'augmentation de la demande, il faudra adapter les politiques,

réaliser des investissements de longue durée et ne pas se cantonner aux pratiques actuelles. Il est particulièrement urgent d'accroître considérablement les investissements en Afrique subsaharienne, dont les importations alimentaires devraient doubler d'ici 2030 si l'on maintient les pratiques actuelles et où les changements climatiques devraient avoir un fort impact alors que la région n'a que des capacités limitées pour y faire face et que les progrès accomplis pour améliorer les disponibilités alimentaires par habitant

Source: <http://www.ipsinternational.org/fr>, 24 octobre 2007

L'OCDE DENONCE VIVEMENT LA STRATEGIE DE L'UNION EUROPEENNE EN FAVEUR DES BIOCARBURANTS

La Commission européenne a adopté en février 2006 une stratégie pour promouvoir les biocarburants avec pour objectif de couvrir 10% des besoins du secteur des transports en 2020. Une étude de l'OCDE présentée en septembre 2007 avance que cette politique causera une pénurie alimentaire et provoquera la destruction d'habitats naturels sans véritable impact sur les changements climatiques.

Même avec le meilleur scénario, les biocarburants ne permettraient pas de réduire de plus de 3% des émissions de CO2 d'ici 2050, et donc ne permettraient pratiquement pas de réduire les consommations de produits pétroliers. Cette étude a été présentée aux ministres et experts des gouvernements des 30 pays membres de l'OCDE, les 11 et 12 septembre 2007.

Elle avance des arguments très défavorables aux biocarburants, parmi lesquels le faible bénéfice environnemental serait obtenu à un coût excessif, car il faudra subventionner les biocarburants pour les rendre compétitifs avec les produits pétroliers.

L'étude s'appuie sur l'exemple des Etats Unis où l'État débourse annuellement 7 milliards de US\$, soit de l'ordre de 500 US\$ par tonne de CO2 économisée pour dire qu'en Europe, la facture sera encore plus élevée...

Subventionner et garantir les prix des biocarburants pourrait inciter les propriétaires terriens à convertir leurs cultures alimentaires en cultures énergétiques, ce qui aurait un effet sur le prix des produits alimentaires.

Tant que les ressources naturelles ne seront pas valorisées à leur juste prix, les forêts, pâturages, marécages et autres écosystèmes naturels risquent d'être transformés en zones de cultures énergétiques.

L'OCDE recommande d'utiliser plutôt les subventions pour la recherche de biocarburants de seconde génération.

Source: <http://www.riaed.net/spip.php> 14 septembre 2007

Penser demain pour le FIRCA : un exercice exaltant

Par Dr OSSENI Bouraïma

*Conseiller du Directeur Exécutif,
Chargé de la Recherche
et de la Prospective.*

Une entreprise est une entité économique et sociale qui naît, vit, se développe et pérennise ses acquis. Le parcours d'une entreprise, à l'instar de l'existence humaine, se caractérise par des évolutions, des remises en questions, et une adaptation permanente aux environnements politico-socio-économiques.

Il est, de ce fait, impératif de garantir dans la gestion de l'institution, une visibilité à court, moyen et long terme. Pour ce faire, il faut avoir une vision claire des grands enjeux présents et futurs, de la politique, de l'économie et de l'évolution de notre institution.

Ce travail de réflexion sur les lendemains possibles de notre entreprise est appelé la prospective.

Un acteur de prospective peut être comparable à un Ingénieur de l'Avenir ; les principales questions qu'il pose sont :

- Faisons-nous l'effort de comprendre, d'agir, de tirer parti de nos atouts pour générer un avenir ouvert, à la mesure de nos ambitions ?
- Sommes nous capables, pour l'avancée de notre entreprise, d'intégrer les difficultés et les menaces dans une approche résolue, responsable et optimiste de l'avenir ?

Dans le cadre du FIRCA, la réponse à la première question est "oui", assurément. Certes, il y a encore beaucoup à faire, mais la prise de conscience de la Direction Exécutive est effective et chaque agent, à son niveau partage cette vision commune.

Les atouts du FIRCA peuvent s'articuler autour de 3 axes :

- La qualité de ses ressources humaines
- L'ambition de ses dirigeants
- La pertinence de la méthodologie de travail.

La seconde question appelle, elle aussi, une réponse positive. En effet, dans un environnement politique et économique délicat, nous sommes capables de déceler les tendances et les contre-tendances, d'identifier les ruptures et les continuités.

Par ailleurs, la prospective permet d'élaborer des stratégies collectives et partant, d'améliorer la qualité des choix et des décisions à prendre.

Le FIRCA est né dans un contexte difficile, après une longue période de gestation jalonnée de réflexions, de travaux et de débats.

Le FIRCA vit et se développe en se donnant les moyens d'atteindre ses objectifs et de réussir ses missions. La planification du développement des filières agricoles, la mobilisation de ressources financières, la mise en œuvre de programmes et projets sont des actions qui s'inscrivent dans le temps et qui assurent un optimisme certain pour le devenir des filières agricoles.

Le FIRCA se pérennise par la capitalisation de ses acquis au plan humain, méthodologique et stratégique.

Une prospective du présent et du devenir de l'institution nous indique que la voie empruntée est la bonne et que l'avenir est ouvert pour le financement pérenne de l'agriculture ivoirienne.

La prospective est décrite comme :

"une démarche indépendante, dialectique et rigoureuse, menée de manière transdisciplinaire et collective. Elle est destinée à éclairer les questions du présent et de l'avenir, d'une part en les considérant dans leur cadre systémique et complexe et, d'autre part, en les inscrivant, dans la temporalité."

Gaston BERGER

